

Cote du document:	EB 2009/98/R.28
Point de l'ordre du jour:	17 b) ii)
Date:	23 novembre 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Mémoire du Président

Proposition de prêt supplémentaire à la République de Madagascar pour le

Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Benoît Thierry

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2234
courriel: b.thierry@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation pour approbation	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Historique	1
A. Objectifs, ciblage et harmonisation	1
B. Exécution	2
C. Principaux risques et durabilité	2
II. Justification et raison d'être	3
III. Propositions d'amendement de l'accord de financement	3
IV. Coûts du projet	3
V. Recommandation	4
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

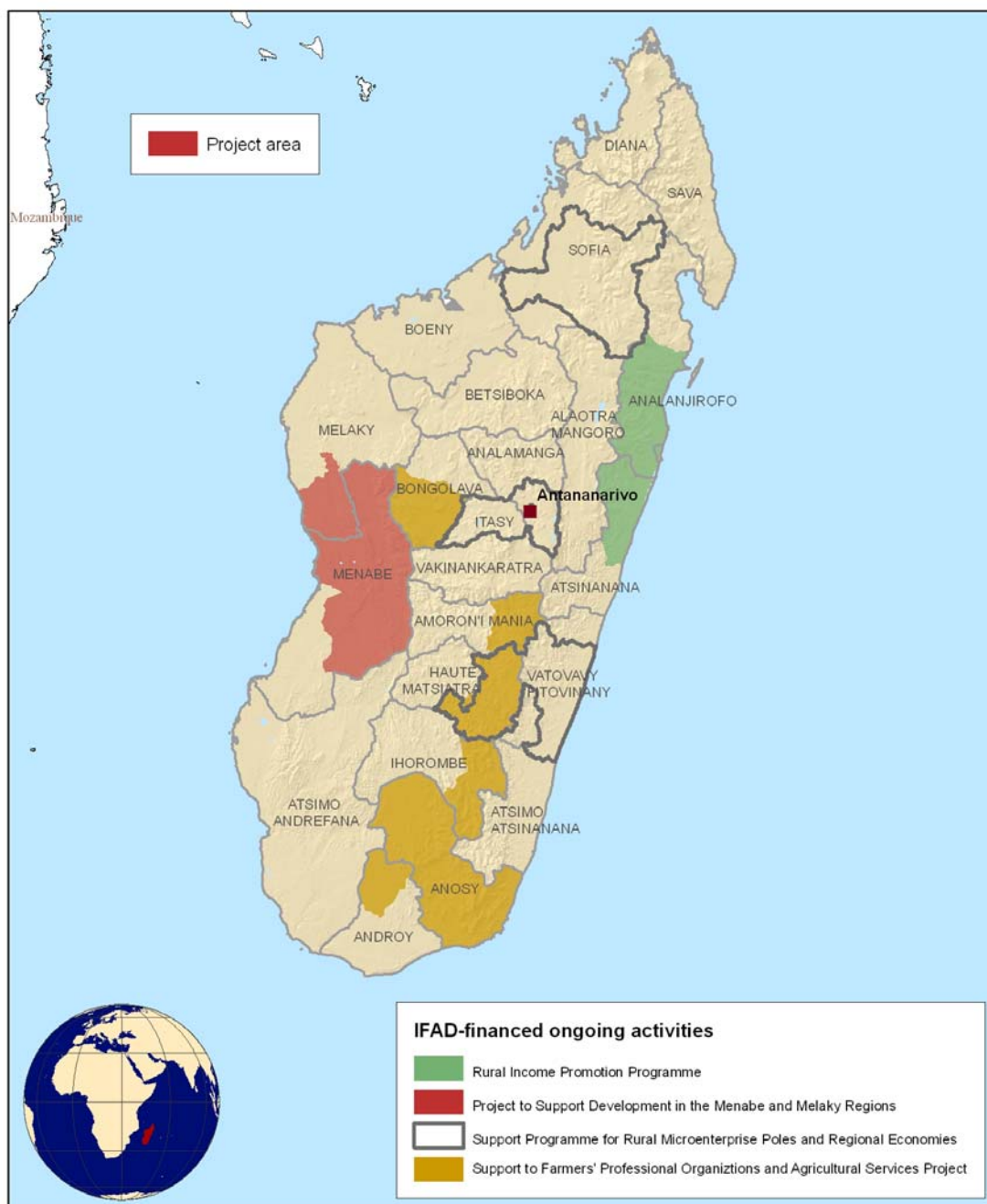
Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire en faveur de la République de Madagascar, en modifiant l'accord de financement pour le projet d'appui au développement de Menabe et Melaky, telle qu'elle figure au paragraphe 22.

Carte de la zone du projet

Madagascar

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions,
Supplementary Funding



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de Madagascar

Prêt supplémentaire pour le projet d'appui au développement de Menabe et Melaky

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de Madagascar
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
Coût total du projet:	23,93 millions d'USD
Montant du prêt supplémentaire du FIDA:	... millions de DTS (équivalant approximativement à 5,17 millions d'USD) sous forme de ressources additionnelles provenant de l'augmentation de l'allocation fixée au titre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Montant initial du prêt du FIDA:	13,12 millions d'USD
Montant initial du don du FIDA:	365 000 USD
Cofinanceurs:	Union européenne ONG (y compris la Fondation suisse pour le développement et la coopération internationale [Intercooperation])
Montant du cofinancement:	Union européenne: 1,62 million d'USD ONG: 442 000 USD
Contribution de l'emprunteur:	2,68 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	527 000 USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt supplémentaire à la République de Madagascar pour le projet d'appui au développement de Menabe et Melaky

I. Historique

1. À sa quatre-vingt-septième session, en avril 2006, le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt et d'un don à la République de Madagascar afin de financer le projet d'appui au développement de Menabe et Melaky (AD2M)¹. Le prêt du FIDA, d'un montant de 9,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,12 millions d'USD), a été accordé à des conditions particulièrement favorables et a été complété par un don de 255 000 DTS (équivalant approximativement à 365 000 USD). Le coût total du projet s'élevait à 23,43 millions d'USD, y compris le financement parallèle attendu du compte du Millennium Challenge.
2. L'objectif principal du projet est de mettre en place, dans le secteur agricole de la côte ouest du pays, un environnement juridique et réglementaire sain et capable de s'adapter au marché, en particulier s'agissant de régime foncier et de services agricoles.
3. Les activités que le financement supplémentaire proposé permettra de financer sont en parfaite harmonie avec les stratégies nationales de Madagascar. Dans le cas de l'AD2M, la nécessité de renforcer les capacités et la base productive de la population pauvre des zones du projet (ouvrages d'irrigation et routes de desserte) et d'améliorer les possibilités de commercialisation, sous-estimées lors de la conception du projet, justifie une augmentation budgétaire. Cela permettra en outre de développer les investissements afin de promouvoir la gouvernance locale et la sécurisation foncière.
4. Les flux de fonds suivront les canaux et procédures mis en place pour le projet existant. Le FIDA assurera l'administration et la supervision directe du projet. Aucune dérogation aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA n'est prévue.

A. Objectifs, ciblage et harmonisation

5. Le groupe cible et la participation, les objectifs de développement, et l'harmonisation et l'alignement sont inchangés par rapport à ceux figurant dans le rapport du Président (document EB 2006/87/R.14/Rev.1) et récapitulés ci-après.
6. Le projet couvre plusieurs districts regroupant 21 communes rurales situées dans les deux régions de Menabe et Melaky. Il devrait bénéficier directement à 40 000 ménages (environ 200 000 personnes), soit 40% des habitants de la zone. D'ici à la fin du projet, la situation de la moitié de la population cible se sera améliorée en matière de sécurité foncière. Par suite des activités d'expansion et d'intensification, la production des cultures vivrières devrait passer de 68 000 tonnes à 165 000 tonnes. Le taux de rentabilité économique du projet est estimé à 26,6%.
7. Le projet a pour objectif l'amélioration de l'accès des ruraux pauvres à la terre et à l'eau afin d'optimiser la production agricole et de garantir un accroissement durable de leurs revenus. Le projet offre un appui à la sécurisation foncière, au développement productif et à la gestion des bassins versants. Il s'attache également à renforcer l'appui à l'approche filière et à la création de liens entre les producteurs et les marchés.
8. Le projet s'inscrit dans le droit fil de la politique gouvernementale de décentralisation, du Plan d'action de Madagascar et du programme sectoriel agricole. L'appui offert par le projet aux organisations rurales et aux communautés

¹ Document EB 2006/87/R.14/Rev.1.

locales est défini et illustré dans les plans de développement des communes où le projet est en cours d'exécution. Le projet fait partie du programme national foncier (PNF). Tous les cofinanceurs de ce projet ont conclu un accord de partenariat. Les activités mises en œuvre au niveau régional sont documentées par le PNF et seront par la suite étendues à l'ensemble du pays. Des partenariats spécifiques ont été forgés dans le cadre du projet, par exemple avec Intercoopération — Fondation suisse pour le développement et la coopération internationale — ainsi qu'avec des organisations locales pour ce qui concerne la composante gouvernance locale.

B. Exécution

9. Les composantes et les catégories de dépenses; les responsabilités de gestion et d'exécution et les partenariats; les avantages et la justification économique et financière; et la gestion des savoirs, l'innovation et l'élargissement sont inchangés par rapport à ceux figurant dans le rapport du Président (document EB 2006/87/R.14/Rev.1) et récapitulés ci-après.
10. Le projet a deux composantes techniques, à savoir: i) l'appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière; et ii) la mise en valeur durable de la base productive. Les huit catégories de dépenses sont les suivantes: i) infrastructure rurale; ii) production agricole; iii) sécurisation foncière; iv) formation; v) assistance technique; vi) véhicules et équipement; vii) salaires et indemnités; et viii) dépenses de fonctionnement.
11. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche — agent principal du projet — est chargé de coordonner la mise en œuvre du projet par l'intermédiaire d'une unité de coordination basée à Morondava. Après un bon démarrage en 2006, les activités ont subi un ralentissement en 2007. Entre juin et octobre 2008, des mesures destinées à réorganiser l'équipe de projet ont permis de renforcer la mise en œuvre des activités et d'améliorer notablement la situation en matière de décaissements.
12. Au 30 juin 2009, après deux ans et demi d'exécution, le projet avait obtenu des résultats satisfaisants, avec un montant total de décaissement de 2,26 millions de DTS (équivalant approximativement à 3,5 millions d'USD), soit 25% du prêt. À l'heure actuelle, l'unité de gestion du projet, ses bureaux décentralisés et ses ONG partenaires sont pleinement opérationnels et se consacrent à la mise en œuvre de toutes les activités du projet.
13. Le projet est visé par la cellule d'appui au programme de pays pour Madagascar (CAPFIDA, voir www.capfida.mg) et participe à l'initiative de suivi-évaluation et gestion du savoir connue sous son acronyme français SEGS (www.segs-mada.net). Le FIDA, qui jouit dans le pays d'une réputation d'organisation novatrice en matière de développement rural, occupe une position privilégiée dans ce domaine.

C. Principaux risques et durabilité

14. D'après le document de conception du projet, l'un des risques majeurs est constitué par l'isolement et la taille de la zone du projet (45 000 kilomètres carrés). Parmi les risques énumérés dans le document EB 2006/87/R.14/Rev.1 figure la possibilité que tous les partenaires financiers ne respectent pas leurs engagements respectifs.
15. Jusqu'à présent, la crise politique actuelle n'a pas affecté la mise en œuvre du programme de pays. Tous les projets sont en cours d'exécution et continuent à venir en aide à la population locale, de même que le gouvernement de fait assure le service de sa dette envers le FIDA et fournit toutes les ressources de contrepartie. Par ailleurs, sous la conduite du chargé de programme de pays, l'unité de programme de pays et l'unité de gestion de l'AD2M ont déjà élaboré des plans d'urgence afin d'atténuer ces risques et ont pris des mesures destinées à éviter toute interruption grave des activités.
16. La notion de durabilité fait partie intégrante du projet, l'objectif étant d'appuyer les organisations paysannes, les institutions de finance rurale et les organismes

décentralisés (communes et districts) déjà en place afin qu'ils poursuivent leurs activités après la clôture du projet.

II. Justification et raison d'être

17. L'allocation fixée pour Madagascar au titre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) est de 45,7 millions d'USD sur les trois années du cycle 2007-2009. En décembre 2008, le FIDA a pris les mesures nécessaires afin d'inclure dans le portefeuille un financement supplémentaire en faveur de l'AD2M pour remédier aux insuffisances du plan de financement initial et au caractère limité d'un certain nombre d'activités dans les deux régions concernées.
18. Le projet a démarré en 2006 et ses résultats sont satisfaisants en dépit des turbulences politiques. Un financement additionnel est cependant nécessaire compte tenu du coût des activités (en particulier celles relatives à l'infrastructure agricole), de la réorientation vers le développement de filières et du retrait du cofinancier pour la sécurisation foncière et l'agriculture. En juin 2009, les procédures à suivre pour un transfert approprié des activités entre le compte du Millennium Challenge et le FIDA ont été discutées avec le PNF à Madagascar.

III. Propositions d'amendement de l'accord de financement

19. Le FIDA accordera à la République de Madagascar un prêt supplémentaire de ... millions de DTS (équivalant approximativement à 5,17 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables afin de contribuer au financement du projet d'appui au développement de Menabe et Melaky. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et permettra, avec le produit restant du prêt approuvé en avril 2006 (document EB 2006/87/R.14/Rev.1), de financer ledit projet.
20. Ce prêt supplémentaire ne sera assorti d'aucun nouvel objectif ni d'aucune nouvelle composante. La dernière mission de supervision, effectuée en février 2008, et l'examen du portefeuille réalisé en décembre 2008 ont préconisé le renforcement et l'accélération des activités d'appui au développement durable de la production, par le biais d'une approche filière. Les fonds supplémentaires permettront de renforcer ou de réorienter un certain nombre d'activités en matière foncière et agricole pour parvenir à une réorientation définitive de l'approche retenue dans le cadre de la composante "mise en valeur durable de la base productive" vers une approche fondée sur les filières et l'accès aux marchés.

IV. Coûts du projet

21. Avec ce nouveau financement, le coût total du projet s'élève à environ 23,93 millions d'USD. Les sources de financement sont les suivantes: i) un prêt supplémentaire du FIDA d'un montant en DTS équivalant à 5,17 millions d'USD; ii) le prêt initial accordé par le FIDA, d'un montant de 9,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,12 millions d'USD); iii) le don initial octroyé par le FIDA, d'un montant de 255 000 DTS (équivalant approximativement à 355 000 USD); iv) l'Union européenne, d'un montant de 1,62 million d'USD; v) les ONG (dont Intercooperation), d'un montant de 442 000 USD; vi) le gouvernement, d'un montant de 2,68 millions d'USD; et vii) les bénéficiaires, d'un montant de 527 000 USD.

V. Recommandation

22. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de Madagascar un prêt supplémentaire à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à ... droits de tirage spéciaux (... DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Key reference documents

Country reference documents

FAO/FIDA/PAM, Initiative sur la flambée des prix alimentaires, Plan d'action à impact rapide, Madagascar, août 2008

FIDA, Initiative SEGS (Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs) du Programme FIDA Madagascar, Manuel de référence, août 2007

Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP) adopted in 2003

Madagascar Action Plan (2006)

The National Rural Development Programme (2006)

Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, Rapport annuel de mise en œuvre du MAP 2007, novembre 2008

UNDP, Human Development Indices, November 2008,
http://hdr.undp.org/en/media/HDI_2008_EN_Tables.pdf

IFAD reference documents

Projet d'appui à la gouvernance locale, à la sécurisation foncière et à la mise en valeur durable dans le menabe et melaky - Appraisal Report (November 2005)

Strategic Framework 2007-2010

Strategy for Knowledge Management

Innovation Strategy

Anti-Corruption Policy

Logical Framework

Ranking of Objectives	Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions and Risks
<p>Overall project objective: Improve good governance and land security for the rural poor living in the western part of the country, to promote the sustainable development of their agricultural productive base</p> <p>Specific objectives:</p> <p>1- Support implementation of the decentralized land use management policy(under the framework of National Land Use Management Plan (PNF) and the Land and Property Rights Directorate (DDSF) nationally, and carry out community land use planning actions regionally (Menabe and Melaky) to ensure sustainable land tenure security and rights to the rural poor</p> <p>2- Improve the productive base of the target sustainably, through: optimization of production and improved management of small watersheds and application of erosion control and agroecological techniques for environmental conservation; intensification of farming operations and diversification of income earning opportunities through financing micro-projects and capacity-building for farmers' organizations.</p> <p>Outputs/Components</p> <p>Component 1 – Support to local governance and land tenure security (Local governance, capacity building and empowerment of farmers organisations, Regional and local support for land titling in the project areas, Strengthening of national plan, institutions and services).</p> <p>Result 1: Establishment of farmers' organizations and capacity-building within the project areas</p> <p>Result 2: PNF is prepared at the national level and implemented in the rural communes within the project intervention area</p> <p>Result 3: Access to land and titling of property rights are assured for poor populations in small watersheds and on hillside slopes in the communes within the project area</p> <p>Result 4: regulatory framework for watershed management is defined nationally and implemented in the project area</p> <p>Component 2 – Sustainable development of the productive base (Strengthening farming systems of agricultural production, Development of productive infrastructures)</p> <p>Result 1: Inland valleys, small watersheds and hillside slopes in the project areas are optimized, taking into account environmental protection issues,</p> <p>Result 2: Intensification of farming operations and diversification (microprojects) in the project areas</p> <p>Result 3: Construction of 650 km of feeder roads</p>	<p>- Rate of reduction in prevalence of extreme poverty, + malnutrition (children under five)</p> <p>-Progress achieved on regulations relating to land tenure and agricultural development.</p> <p>National level</p> <p>- Actual use of public expenditure incurred for implementation of this project;</p> <p>- Changes in socio-economic impact indicators [RIMS]</p> <p>- Funds mobilized to support the National Land Use Plan (PNF) and Land and Property Rights Directorate (DDSF) approach</p> <p>Project areas</p> <p>- Number of households benefiting from project activities (target 40,000 households)</p> <p>- Literacy rate among women and men</p> <p>- training sessions in PNF and DDSF services</p> <p>- communal land kiosks set up and operational</p> <p>- households and women having gained access to land titles (RIMS)</p> <p>- Number of awareness-raising meetings held at the <i>fokontany</i> (FKT) and commune level</p> <p>Targets: 21 communes titled; 10 communal offices set up; and 2 100 more families with access to land.</p> <p>- households benefiting project activities and with improved food security (RIMS)</p> <p>- farmers by gender having adopted the technologies recommended (RIMS)</p> <p>- Increase in hectares under rice, soybeans, maize, cassava and vegetables (RIMS) and holdings of zebu cattle</p> <p>- cases and areas where agroecological techniques have been adopted</p> <p>- improvement in soil upgrading and protection</p> <p>- farmers' organizations operational, and number of members , FO chaired by women</p> <p>-Target: Capacity building of 40,000 poor farm households.</p> <p>- 5 600 new producers with access to irrigated plots</p> <p>- 10 000 hectares of additional cultivated area</p> <p>- 90 000 tonnes of additional produce</p> <p>- 580 diversification microprojects carried out (2 000 beneficiaries)</p>	<p>-Poverty surveys and reports;</p> <p>-RIMS data collected by the project</p> <p>- Govt. statistical reports.</p> <p>-Project Regional poverty surveys</p> <p>- Project impact surveys (start-up, midterm, completion)</p> <p>- Monitoring and evaluation surveys</p> <p>- Food Security and Nutrition Programme (SEECALINE) statistics</p> <p>- Annual impact assessment reports</p> <p>- DDSF studies and consultations</p> <p>- Land inventory records</p> <p>- Monitoring and evaluation reports of land services.</p>	<p>-Govt's and donor commitments;</p> <p>-Rapid approval, legislation and enactment of proposed policies and regulations</p> <p>-- Political stability</p> <p>- Debt management and donor support</p> <p>- National policy favouring agricultural development</p> <p>- Absence of natural catastrophes or exceptional climatic events</p> <p>- Producers' capacity to adopt a medium-term strategy</p> <p>- Government support for operational implementation of the PNF</p> <p>- Capacity of national and regional land offices to evolve</p> <p>- Effectiveness of decentralization and coordination among donors (Millennium Challenge Account [MCA], European Union [EU])</p> <p>- Motivation of populations to develop</p> <p>- Mobilization of populations to organize themselves</p> <p>- Degree of acceptance of new techniques</p> <p>- Availability of quality service providers</p>

